SeFaFi

SEHATRA FANARAHA-MASO NY FIAINAM-PIRENENA

Observatoire de la Vie Publique

Lot III M 33 K Andrefan’Ambohijanahary, Antananarivo 101

Email : sefafi@gmail.com

Pour des lois électorales plus fiables

Comme le SeFaFi l'a rappelé dans son dernier communiqué [1] , la société civile peut donner son avis sur les projets de lois débattus par les législateurs puisque ces lois la concernent au premier chef. S'agissant des textes les plus importants, dont les lois électorales font partie, la Constitution exige un délai de 15 jours avant leur vote soit par les députés soit par les sénateurs [2] . Tout comme d'autres associations, le SeFaFi se propose donc de mettre à profit ce délai pour suggérer des modifications qui, si elles sont loin d'être exhaustives, sont susceptibles d'améliorer le processus électoral. Ainsi les législateurs prendront-ils leurs responsabilités en toute connaissance de cause.

Des éléments positifs à mener à leur terme

La première avancée concerne *le contrôle du financement des campagnes électorales*. Ce principe, souvent réclamé par la société civile, est enfin pris en compte dans presque une trentaine de nouveaux articles. Mais pour obtenir des résultats concrets, deux éléments sont à y inclure :

- l'imposition de sanctions précises et contrôlables aux contrevenants, que le projet de loi renvoie aux « juridictions compétentes », alors que de lourdes sanctions sont prévues dans le seul cas de financements étrangers ;

- le plafonnement des dépenses liées au financement des campagnes électorales. Si cette clause se justifie déjà par un souci d'égalité entre les candidats, elle relève surtout de la décence la plus élémentaire vis-à-vis d'une population appauvrie. Comment accepter qu'un parti politique dépense en 30 jours de campagne électorale l'équivalent ou davantage du budget annuel d'un ministère ? Et nous avons 195 partis officiellement déclarés !

Un autre point positif est *la place donnée à la CENI* (Commission nationale électorale indépendante), en particulier pour la supervision des bureaux de vote et pour la détermination du calendrier électoral [3] . Mais l'inquiétude demeure sur sa réelle indépendance vis-à-vis de l'administration (surtout au niveau décentralisé) et sur la compétence de ses membres dont le nombre devra considérablement s'accroître ces prochains mois.

Le *bulletin unique* au premier tour semble être entré dans les habitudes. Au second tour, le recours au *bulletin de vote individuel* ne devrait pas faire problème puisqu'il n'y aura plus que deux candidats connus de tous. Mais cette modification implique obligatoirement que la CENI soit chargée de l'impression des bulletins individuels et de leur distribution dans la totalité des bureaux de vote du pays. Si cette responsabilité incombe aux candidats, le pire est à craindre. Il est également inquiétant qu'à l'article 130 de l'avant-projet de loi électorale, la CENI détermine le modèle de bulletin unique ainsi que sa sécurisation, alors que ceci n'est pas prévu pour le bulletin individuel.

Pour les élections législatives, le choix du *scrutin uninominal* est une bonne initiative. Mais limiter ce scrutin à un tour présente de graves dangers, car les vainqueurs ne l'emportent généralement que par un très faible pourcentage de voix. De quelle représentativité et de quelle légitimité disposeront des députés élus avec moins de 20% des suffrages exprimés, alors que l'abstention touche souvent la moitié des électeurs ? Au nom de quels citoyens pourront-ils

légiférer ? Reste aussi à savoir comment le scrutin uninominal s'appliquera dans les districts qui ont à élire plus qu'un député.

Des doutes et des questions

Les lois électorales ne mentionnent pas *la période dite « pré-électorale » ou de « pré-campagne »*, il faut s'en réjouir. Car il est impossible d'en fixer la durée (6 mois, 3 mois ?), et illusoire d'en définir des règles pertinentes et applicables. Le bon sens voudrait qu'on y renonce pour de bon, au profit de la seule campagne électorale de 30 jours pour le 1er tour et de 7 jours pour le second pour la présidentielle, et de 15 jours pour les législatives, sénatoriales et territoriales. En contrepartie, les partis doivent pouvoir tenir des manifestations politiques sans entrave ni discrimination, avant la campagne électorale, tel que garanti par la constitution [4]. Ce que fait le parti HVM depuis des mois (bien que l'organisation et le financement de ses manifestations soient financées par l'État, les fonctionnaires et les élèves des écoles étant obligés d'y participer), tandis que les autres partis voient leurs manifestations interdites sous de fallacieux prétextes.

Pour ce qui est du *calendrier électoral*, il faut pointer une belle aberration : « Le scrutin doit se tenir durant la saison sèche de l'année, entre le 31 mai et le 30 novembre » [5]! Chacun le sait, y compris les députés : la saison des pluies s'arrête généralement à la mi-avril et reprend en novembre. Plutôt que de jouer au météorologue amateur, les législateurs gagneraient à définir un calendrier électoral fixe et pérenne, qui éviterait d'avoir à jongler sans fin avec des dates aléatoires, ou de décrire les cas de « force majeure » que les juridictions compétentes pourraient évoquer pour tenir le scrutin durant la saison des pluies (cas semblerait-il déjà vraisemblable pour les élections de 2018 ?).

Autre incongruité : le projet de loi interdit *le jumelage des élections présidentielles avec les législatives* et sénatoriales en cas de chevauchement [6], ce qui a pourtant été le cas en 2013. Consultée, la HCC a fait savoir que « la tenue des élections législatives après le scrutin présidentiel, n'est pas contraire à la Constitution » [7]. Le report des législatives est donc possible, mais pas obligatoire comme le prévoit notre projet de loi. De plus, ce report risque de provoquer un problème majeur. Si les législatives sont reportées en janvier 2019 ou au-delà, le pays n'aura pas d'Assemblée nationale pendant les premiers mois du mandat du candidat élu Président, et sera privé de premier Ministre pendant ce temps, le Président étant tenu de nommer le premier Ministre présenté par l'Assemblée [8].

Le projet de loi maintient l'obligation de la carte d'électeur pour les citoyens. Mais dans le même temps, il reconnaît qu'il est possible de s'en passer : « S'il [l'électeur] a perdu sa carte d'électeur et s'il n'a pu obtenir ni un duplicata ni le récépissé prévu à l'article précédent en temps voulu, il lui suffit de justifier de son identité par la présentation de sa carte nationale d'identité et d'une attestation d'inscription sur le registre de recensement délivrée par la Commission locale de recensement des électeurs du Fokontany » [9]. Par définition, la carte d'identité nationale suffit à identifier son titulaire : pourquoi donc s'encombrer de démarches bureaucratiques, fastidieuses et coûteuses, pour obtenir une carte d'électeur qui ne sert à rien ? Les fonds alloués à cette opération pourraient utilement être affectés à des sujets cruciaux comme l'éducation électorale.

Curieusement - significativement ? -, aucune mention n'est faite des technologies modernes, couramment utilisées par nombre de pays africains, pour l'acheminement des résultats électoraux. Si les délais sont trop courts entre le 1er et le 2ème tour de la présidentielle, pourquoi ne pas équiper chaque bureau électoral de deux téléphones, l'un pour le président du bureau, l'autre pour un observateur agréé ? L'un et l'autre enverront la photo des résultats de leur bureau électoral au district, à la CENI et aux médias. Et le procès-verbal suivra. Quant aux médias, ils seront encouragés à diffuser ces résultats, facilitant ainsi le contrôle citoyen. Or le projet de loi n'autorise plus l'affichage des résultats sur la porte du bureau électoral. Désormais, « tous les procès-verbaux des opérations de vote de tous les bureaux de vote de la Commune font l'objet d'affichage au niveau du chef-lieu de ladite Commune par le soin des responsables de l'acheminement desdits procès-verbaux » [10]. Cette procédure, qui permettrait éventuellement de « rectifier » quelques résultats, fera perdre un temps précieux dans leur acheminement vers la CENI, tout en enlevant aux électeurs présents lors du décompte de voix le sentiment, même fugace, de faire partie du processus.

Enfin, un grave sujet d'inquiétude concerne *la place laissée aux médias* pendant la campagne électorale. Le projet de loi reconnaît « le droit d'accès à tous les services de radiodiffusion et de télévision, publics et privés, pour tous les candidats, listes de candidats ou options et leurs soutiens, dans le respect du principe du caractère pluraliste de l'expression des courants de pensées et d'opinions politiques »
[11]
. Beau principe, mais la suite n'a plus la même tonalité car aucune garantie concrète n'est avancée pour soutenir ce droit fondamental. Une distinction est introduite entre « la Radio nationale, la télévision nationale et leurs antennes régionales » d'une part, et les « entreprises de presse audiovisuelles » d'autre part, pour lesquelles des sanctions menacent les contrevenants. L'audio-visuel serait-il à l'abri de tout dérapage en matière de neutralité politique ? Auditeurs et spectateurs savent tous que la RNM et la TVM sont au service exclusif du parti au pouvoir, depuis des décennies. Pourquoi en irait-il autrement, d'un coup de baguette magique, pendant les semaines de campagne électorale ? Affirmer l'égalité des droits et des devoirs implique concrètement de donner libre accès à la diffusion de tous les médias sur l'ensemble du territoire ; et, pour toutes les entreprises audio-visuelles, privées ou publiques, de concéder gratuitement le même temps d'émission à tous les candidats, selon une règle unique, valable pour tous.

Une élection est d'abord l'affaire des citoyens, elle doit permettre la libre expression de leur choix. Début janvier, les autorités auraient soumis un projet de loi électorale à quelques instances, y compris des organisations issues de la société civile. Premier concerné, le citoyen est en droit de savoir quelles suggestions ont été faites lors de ces consultations, et lesquelles ont été retenues. Or ce projet, après un black-out complet, est aujourd'hui soumis au Parlement pour être adopté en toute urgence, sans aucun débat public et, plus grave encore, sans explication ou exposé préalable de son contenu. Seuls les plus chanceux, disposant d'un accès à internet, peuvent en télécharger des versions sur le site web de la primature. Le pouvoir a voulu garder la haute main sur l'élaboration de ce texte : comment ne pas en garder un goût amer d'inachevé et un sentiment d'unilatéralité, et ne pas craindre d'y voir une porte ouverte à toutes les manipulations ?

Nota bene : De l'art de se moquer du monde !

In cauda venenum (littéralement : le venin [du scorpion] se trouve dans la queue). Cette expression latine qualifie des écrits ou des discours qui semblent positifs au premier abord, mais qui réservent le négatif pour la fin ; en d'autres termes : les mauvaises surprises sont pour la fin. C'est bien le cas du Projet de loi relatif au régime général des élections et des référendums, en son antépénultième article (243ème sur 245), dans le *Titre VII - Dispositions transitoires et finales.*

En voici la teneur : « Sur une période de trois (3) ans qui court à compter de la promulgation de la présente Loi organique, les dispositions des sections 2 et 3 du chapitre II du titre II ne s'appliquent pas aux élections des membres de l'Assemblée Nationale et du Sénat, ni aux élections territoriales ».

Les titres de ces sections, qui couvrent les articles 64 à 91, sont les suivants :

- Section 1 - Le financement de la campagne électorale.

- Section 2 - De la transparence en matière de compte de campagne électorale.

Ainsi donc, la seule véritable avancée démocratique que comporte ce projet, et dont tout le monde se félicite, est mise au rancart pour trois ans. Le temps pour les prochains députés, sénateurs, maires, etc. (à l'exception du président de la République – pourquoi ce traitement différent ?) de se faire élire en toute sérénité, sans aucune obligation financière. Ils n'auront pas à tenir de comptes de campagne, ni à respecter les dispositions relatives au financement de leur campagne électorale, notamment celles qui se rapportent à la transparence, à la lutte contre le blanchiment de capitaux et à la corruption, ni à faire de déclaration de probité, ni à déclarer les recettes perçues (au pays ou à l'étranger) ou les dépenses engagées. Pour eux, la transparence financière ne sera pas exigée - pourquoi donc, dans ces conditions, l'imposer à leurs successeurs ?

Pousser le cynisme à cette extrémité révèle la vraie nature de nos dirigeants.

Antananarivo, 5 mars 2018

---

[1] . « Société civile et pouvoir politique », 10 février 2018.

[2] *. Constitution*, art. 89, 1°.

[3] . Le 3 mars, à Paris, dans une interview à TV 5 Monde, le ministre des affaires étrangères a annoncé que les deux tours de l'élection présidentielle auraient lieu les 24 novembre et 24 décembre 2018. Le 4 mars, la Direction de la communication du même ministère temporise en déclarant que « le Ministre a fait une projection sur les dates du scrutin présidentiel sur la base de l'article 47 de la Constitution » ; il souligne que le calendrier électoral est encore en discussion devant le Parlement et que la CENI est la seule habilitée à le divulguer. Un exemple parmi tant d'autres de l'amateurisme ambiant…

[4] . *Constitution*, art. 10 et 14.

[5] . Projet de loi relatif au régime général des élections et des référendums, art. 52.

[6] . *Idem*, art. 51 : « Afin d'éviter le chevauchement des campagnes électorales et des scrutins correspondants, l'élection du Président de la République, celle des députés et celle des

sénateurs doivent se tenir à des dates distinctes ».

[7] . Haute cour constitutionnelle, décision du 18 février 2018.

[8] . *Constitution*, art. 54.

[9] . Projet de loi relatif au régime général des élections et des référendums, art. 50.

[10] . *Idem,* art. 181.

[11] . *Idem*, art. 110.

****

SeFaFi

SEHATRA FANARAHA-MASO NY FIAINAM-PIRENENA

Observatoire de la Vie Publique

Lot III M 33 K Andrefan'Ambohijanahary, Antananarivo 101

Email : sefafi@gmail.com

Mba ho lalàm-pifidianana azo antoka kokoa

Efa nolazain'ny SeFaFi tao amin'ny fanambarana nataony farany [1] , fa ny fiarahamonim-pirenena dia afaka manome ny heviny mikasika izay tolo-dalàna dinihin'ny mpanao lalàna satria izy no tena voakasik'ireny lalàna ireny voalohany indrindra. Momba ny lalàna tena mavesa-danja, anisan'ireny ny lalàna mifehy ny fifidianana, dia takian'ny Lalàmpanorenana ny hanaovany izany 15 andro mialoha ny handanian'ny solombavambahoaka sy ny loholona azy
[2]
. Tahaka ny fikambanana hafa rehetra àry, ny SeFaFi dia vonona hampiasa an'io fe-potoana io mba hanolorana fanitsiana : na dia tsy feno tanteraka aza izy ity dia mety mba hanatsara ny fizotran'ny fifidianana ihany. Amin'izay ny mpanao lalàna dia tsy handeha an-jambany rehefa hanatontosa ny andraikiny.

Misy hevitra mitombina tokony hotontosaina hatramin'ny farany.

Ny dingana voalohany dia momba ny *fanarahamaso ny loharanom-bola anaovana ny fampielezan-kevitra.* Notakian'ny fiarahamonim-pirenena

matetika io fepetra io ary, nony farany, dia tsy latsaky ny andininy vaovao telopolo amin'ny lalàna no mahakasika azy. Saingy mba hahazoana vokany azo tsapain-tanana dia misy lafin-javatra roa tsy maintsy ampidirina :

- ny fampiharana sazy mazava sy azo arahi-maso ho an'ny mandika lalàna, izay alefan'ilay tolo-dalàna mankany amin'ny « fitsarana mahefa », nefa tsy misy sazy henjana nomanina afa-tsy ho an'ny famatsiam-bola avy any ivelany fotsiny ;

- ny famerana ny farany ambony amin'ny vola laniana hamatsiana ny fampielezan-kevitra. Ny hampitovy lenta ny kandidà rehetra no efa kendrena amin'io fepetra io, fa ny tena antony koa dia mba ho fanajana fara fahakeliny ny vahoaka nampahantraina. Dia ho azo ekena ve ny handanian'ny antoko politika iray, ao anatin'ny 30 andro hampielezan-kevitra, vola mitovy na mihoatra ny tetibolan'ny ministera iray mandritra ny taona ? Ary manana antoko politika 195 mijoro ara-dalàna isika !

Ny hevitra mitombina hafa dia ny toerana omena ny CENI (Komitim-Pirenena Mahaleo tena misahana ny Fifidianana), singanina manokana ny fanaraha-maso ny biraom-pifidianana sy ny famaritana ny tetiandrom-pifidianana [3] . Fa mampiahiahy ihany ny amin'ny tena fahaleovan-tenany marina manoloana ny fitondrana (indrindra any amin'ny ambaratongam-pitondrana itsinjaram-pahefana) sy ny amin'ny fahaizan'ny mpikambana ao aminy izay tsy maintsy hitombo isa afaka volana vitsivitsy.

Tahaka ny efa lasa mahazatra ny fampiasana ilay *biletà tokana* amin'ny fihodinana voalohany. Amin'ny fihodinana faharoa, ny fampiasana ny *biletà mahaleo tena* dia tsy tokony hiteraka olana satria kandidà roa fantatry ny rehetra sisa no tavela. Fa io fanovana io dia mitaky ny tsy maintsy hanontan'ny CENI ny biletà mahaleo tena sy ny fanapariahana azy any amin'ny biraom-pifidianana rehetra manerana ny nosy. Raha ankinina amin'ny kandidà io andraikitra io dia ahiana hitera-doza. Mampiahiahy ihany koa ny andininy 130-n'ny tolo-dalàm-pifidianana : ny CENI no mamaritra ny modelin'ny biletà tokana sy miandraikitra ny fiarovana azy, nefa izany dia tsy mba noeritreretina ho an'ny biletà mahaleo tena.

Ho an'ny fifidianana solombavambahoaka dia tsara ny nanaovana azy ho *fifidianana olona tokana* ihany. Fa ny famerana azy ho fihodinana tokana dia mety hampidi-doza satria ny mpandresy dia

elanelam-bato kely fotsiny mandrakariva no nandaniana azy. Mahasolo tena an'iza ary tena ara-dalàna ve ireny solombavambahoaka ireny raha latsaky ny 20% no mba vato manan-kery azony nefa mihoatra ny antsasaky ny mpifidy voasoratra anarana no tsy nifidy ? Amin'ny anaran'ny olom-pirenena iza izy no hanao lalàna ? Mbola tokony hofantatarina koa ahoana ny hampiharana ny fifidianana olon-tokana any amin'ny distrika tsy maintsy hifidy solombavambahoaka mihoatra ny iray.

Ahiahy sy fanontaniana

Tsy miteny ny momba ilay *vanim-potoana atao hoe* « *mialoha ny fifidianana* » *na* « *mialoha ny fampielezan-kevitra* » ny lalàm-pifidianana, tokony hifaliana izany. Satria sarotra ny hametra ny faharetany (6 volana, 3 volana ?) ary ho nofy ihany ny hamaritra fitsipika mifanentana sy azo ampiharina amin'izany. Ny fahendrena dia aleo tsy mitady izany intsony, fa mianona amin'ilay fampielezan-kevitra 30 andro ho an'ny fihodinana 1° ary 7 andro ho an'ny fihodinana 2° rehefa mifidy filoha, ary 15 andro ho an'ny solombavambahoaka, ny loholona ary ny faritra. Ho sandan'izany kosa anefa, ny antoko dia tokony ho samy afaka manao fihetsiketsehana politika daholo, tsy misy sakantsakana na fiangarana, mialoha ny fampielezan-kevitra, araka ny efa voalazan'ny lalàmpanorenana [4]. Izany izao no ataon'ny antoko HVM efa am-bolana maro izay (na dia ny fanjakana aza no miantoka ny vola laniny amin'ny fanomanana ny fihetsiketsehana, ny fonksionera sy ny mpianatra moa dia terena handray anjara amin'izy ireny), nefa ny an'ny antoko hafa kosa dia voarara ny fihetsiketsehana tiany hatao noho ny antony foromporonina fotsiny.

Momba ny *tetiandrom-pifidianana*, tsy maintsy abaribary ilay hadalana : « Ny fandatsaham-bato dia tsy maintsy atao mandritra ny main-tany, eo anelanelan'ny 31 mey sy ny 30 novambra » [5]! Samy mahalala daholo ny rehetra, anisan'izany ny solombavambahoaka fa ny vanim-potoanan'ny orana dia mitsahatra amin'ny fisasahan'ny volana aprily amin'ny

ankapobeny ary manomboka ny volana novambra. Toy izay hiseho ho mpahay mamantatra ny toetr'andro, ny mpanao lalàna dia tokony hametra tetiandrom-pifidianana raikitra sy mateza, amin'izay dia ho afaka amin'ny fahasahiranana tsy misy farany hitady daty miovaova, na hamaritra antony « tsy azo ialana » izay ataon'ny mpitsara mahefa fialan-tsiny mba hanaovana ny fifidianana mandritra ny fotoanan'ny orana (antony toa manangasanga sahady ho an'ny fifidianana 2018 ?).

Zavatra hafa mahazendana : ilay vinavinan-dalàna manakana ny fampitambarana *ny fifidianana filoha sy ny an'ny solombavambahoaka ary ny loholona* raha toa ka mifanindry [6] , izany anefa no nitranga tamin'ny 2013. Nanotaniana ny HCC dia nilaza fa « ny fanaovana ny fifidianana ny solombavambahoaka aorian'ny an'ny filoha dia tsy mifanohitra amin'ny Lalàmpanorenana » [7] . Azo atao tsara izany ny manemotra ny fifidianana ny solombavambahoaka fa tsy hoe voatery araka ny ilazan'ity tolo-dalànantsika ity azy. Ankoatra izany, mety hiteraka olana goavana io fanemorana io. Raha ahemotra amin'ny Janoary 2019 na any aorian'io ny fifidianana solombavambahoaka dia tsy hanana Antenimiera ny firenena mandritra ny volana voalohany hitondran'ny Filoha voafidy, tsy hisy Praiministra koa izany mandritra io fotoana io, satria olona atolotry ny Antenimiera [8] no tsy maintsy tendren'ny filoha ho Praiministra.

Ilay tolo-dalàna dia mbola mitaky ny hananan'ny olom-pirenena karatry ny mpifidy foana. Etsy an-danin'izany anefa dia lazainy koa fa azo atao ny tsy mampiasa azy : « Raha very ny kara-pifidianana izy ka tsy nahazo solony na ilay tapakila araka ny voalazan'ny andininy eo aloha amin'ny fotoana ilàny azy, dia ampy hanamarinany ny maha izy azy ny fampisehoany ny karapanondrom-pireneny sy ny fanamarinana fa voasoratra ao anatin'ny lisi-pifidianana navoakan'ny Komitin'ny fanisana ny mpifidin'ny Fokontany izy » [9] . Raha ny famaritana azy, ny karapanondrom-pirenena dia ampy hahalalana ny tompony : nahoana indray àry no mbola misahirana hanao raharaha any amin'ny birao, mandreraka sy mandany vola, mba hahazoana karatry ny mpifidy tsy misy ilàna azy akory ? Ny vola laniana hanaovana an'io dia tsara kokoa raha ampiasaina hanaovana zavatra mahasoa lavitra, toy ny

fanabeazana ho an'ny fifidianana.

Mahagaga – mipoitra ny kary nafenina ? -, fa tsy misy resaka mihitsy ny momba ny teknolojia maoderina fampiasa mahazatra any amin'ny firenena afrikana maro, mba hampitàna ny voka-pifidianana. Raha fohy loatra ny fe-potoana manelanelana ny fihodinana 1° sy 2° ho an'ny fifidianana filoha, nahoana moa raha omena telefona roa avy ny biraom-pifidianana tsirairay, ny iray ho an'ny prezidàn'ny birao, ny iray ho an'ny mpanaramaso voatondro ? Izy roa ireo dia samy handefa ny sarin'ny voka-pifidianana tao amin'ny biraony any amin'ny distrika, any amin'ny CENI ary any amin'ny filazam-baovao. Dia halefa amin'ny manaraka ny tatitra voasonia. Ary ny filazam-baovao dia ampirisihina hanaparitaka ireny vokatra ireny, mba ho mora ho an'ny olom-pirenena ny manara-maso azy. Nefa ilay tolo-dalàna dia tsy manaiky intsony ny hametahana ny voka-pifidianana eo amin'ny varavaran'ny biraom-pifidianana. Manomboka izao, « ny tatitry ny fizotran'ny fifidianana rehetra avy any amin'ny biraom-pifidianana rehetra ao amin'ny Kaomina dia hatao peta-drindrina any amin'ny renivohitry ny kaomina, ary ny tompon'andraikitry ny fanaterana ireny tatitra ireny no manatanteraka izany » [10] . Io fiasa io dia mety hahafahana « manitsy » ny vokatra sasany ary mandany fotoana be alohan'ny handefasana azy any amin'ny CENI, sady ireo mpifidy nanatrika ny fanisam-bato dia tsy hahatsiaro tena intsony, na dia fotoana fohy fotsiny aza, ho tompon-draharaha.

Ary farany, misy antony goavana miteraka ahiahy mikasika *ny toerana omena ny filazam-baovao* mandritra ny fampielezan-kevitra. Ilay tolo-dalàna dia manaiky « fa manana zo hahazo sehatra any amin'ny fampielezampeo sy ny fahitalavitra, na miankina na tsia amin'ny fanjakana, ny kandidà rehetra, ny lisitry ny kandidà, na ny mpifidy sy ny mpanohana azy, ho fanajana ny fahalalahan'ny fanehoan-kevitra sy ny firehana politika » [11] . Hevitra tsara tokoa, saingy mamalan-kira tsy araka izany intsony ny tohiny satria tsy misy antoka na kely aza hoenti-manohana an'io zo fototra io. Nasiana fahasamihafany aloha etsy an-daniny « ny fampielezampeom-pirenena, ny fahitalavi-pirenena sy ny sampany any amin'ny faritra » ary ny «

orinasa fanaovan-gazety am-bava sy an-tsary
»
etsy an-kilany, izay misy sazy mety hampiharina aminy raha mandika lalàna izy. Ny am-bava sy an-tsary angaha tsy mba mety hibolaly mihitsy momba ny tsy fombana ny atsy na ny aroa ara-politika ? Mahalala daholo ny mpihaino ny RNM sy ny mpijery ny TVM fa efa am-polo taonany maro ireo no fitaovana nampiaisain'ny antoko eo amin'ny fitondrana ho azy samirery. Sikidy masina toy inona no hanova izany tampoka eo mandritra ny herinandro vitsivitsy hanaovana fampielezan-kevitra ? Ny fanambarana ny fitovian'ny zo sy andraikitra dia mitaky ny hamelana malalaka ny filazam-baovao rehetra hihely manerana ny nosy ; ary ny orinasa filazam-baovao rehetra na am-bava na an-tsary, na miankina na tsia amin'ny fanjakana, dia tokony hanome maimaim-poana hoan'ny kandidà rehetra fotoana mitovy hitenenana, manaraka fitsipika tokana iombonan'ny rehetra.

Ny fifidianana dia raharahan'ny olom-pirenena aloha, io no tsy maintsy ahafahany maneho malalaka ny safidiny. Tamin'ny fiandohan'ny volana janoary dia toa hoe nisy vondron'olona vitsivitsy nasain'ny fitondrana nandinika ny tolo-dalam-pifidianana, anisan'izany ny fikambanana sasany avy ao amin'ny fiarahamonim-pirenena. Ny tompon-draharaha voalohany dia ny olom-pirenena ka zony ny mahalala izay sosokevitra naroso tamin'izany fifanatonana izany, ary inona avy ny noraisina. Nefa io vinavina io, rehefa avy nafenina tanteraka dia natolotra ny parlemanta ankehitriny mba holaniana haingana dia haingana, tsy nasiana fiaraha-midinika na iray aza, ary ny loza kokoa, tsy nasiam-panazavana na famelabelarana mialoha ny hevitra noraketiny. Ireo vitsy kely tsara vintana, afaka mampiasa « aterineto » no afaka nandika ny voasoratra tao amin'ny site web-n'ny primatiora. Nataon'ny fitondrana ampihimamba ny famoronana an'io lalàna io : ahoana moa ny tena no tsy hahatsapa ny ngidin'ny zavatra tsy vita hatramin'ny farany sy ny fanaovana feon-dakolosy tokana, dia ahoana koa no tsy hampiahiahy ny amin'ny mety hahatonga izany ho varavarana midanadana ho an'izao fanodinkodinana rehetra izao ?

Tsara homarihina : momba ny fahaizana mandrebireby vahoaka !

In cauda venenum, izany hoe any amin'ny rambony no misy ny poizina. Io fomba fiteny latina io dia enti-milaza lahatsoratra na fitenenana izay tsara ery aty am-boalohany, fa mitahiry ny ratsy

ho any amin'ny farany ; izany hoe : ny ratsy tsy ampoizina dia any amin'ny farany. Dia tena izany mihitsy ny momba ity tolo-dalàna mikasika ny fanatanterahana amin'ny ankapobeny ny fifidianana sy ny fitsapan-kevi-bahoaka ity, ao amin'ny andininy mialoha ny farany (faha 243 sy 245), ao amin'ny *Lohateny VII - Fepetra tetezamita sy famaranana.*

Izao no voalaza ao : mandritra ny fe-potoana telo (3) taona manomboka amin'ny famoahana an'ity Lalàna fototra ity, ny tapany faha-2 sy faha-3 ao amin'ny toko II-n'ny lohateny II dia tsy mihatra na amin'ny fifidianana ny mpikambana ao amin'ny Antenimieram-pirenena sy ny Antenimieran-doholona na amin'ny fifidianam-paritra.

Ny lohaten'ireo tapany izay mahafaoka ny andininy 64 ka hatramin'ny 91 dia ireto manaraka ireto :

- Tapany 1 - Ny famatsiam-bolan'ny fampielezan-kevitra.

- Tapany 2 - Ny mangarahara mikasika ny kaontin'ny fampielezan-kevitra.

Araka izany, ilay tena mba hany fandrosoana demokratika hita ato amin'ity vinavina ity, izay nahafa-po tanteraka ny rehetra, dia nohidiana ao am-bata mandritra ny 3 taona. Io no fotoana ilain'ny solombavam-bahoaka, ny loholona, ny ben'ny tanàna, sns. (afa-tsy ny filohan'ny Repoblika – inona no mahatonga an'izany tsy fitoviana izany ?), mba hahalany azy tsy amin'ahiahy, tsy voatery handany vola. Tsy voatery hitazona ny kaontin'ny fampielezan-kevitra ataony izy na hanaja ny fepetra mikasika ny famatsiam-bola ho an'ny fampielezan-kevitra, indrindra ny momba ny mangarahara, ny ady amin'ny famotsiam-bola sy ny kolikoly, tsy voatery izy hanao fanambarana hanaja ny fahamarinana, na hilaza izay vola azony (avy eto an-toerana na avy any ivelany), na ny vola laniny. Ry zareo izany tsy itakiana ny mangarahara ny amin'ny fitantanana ny volany, koa nahoana àry raha izany no itakiana azy amin'izay handimby azy ?

Ny tena toetran'ny mpitondra antsika dia hita amin'io izy tonga hatramin'izany ny fanaovana tsinontsinona antsika izany.

Antananarivo, 5 marsa 2018

---

[1] . « Fiarahamonim-pirenena sy fahefana politika », 10 febroary 2018.

[2] . *Lalàmpanorenana*, and. 89, 1°.

[3] . Ny 4 marsa, ny talen'ny fifandraisan'io ministera io ihany dia nandamin-dresaka ka nilaza fa « ny Ministra dia nampifandray ny fifidianana ny filoha amin'ny andininy 47-n'ny Lalàmpanorenana » ; nomarihiny fa ny tetiandrom-pifidianana dia mbola dinihin'ny Parlemanta, ary ny CENI irery ihany no afaka manaparitaka azy. Ohatra iray amin'ny fitavozavozana manjaka io…

[4] . *Lalàmpanorenana*, and. 10 sy 14.

5. Tolo-dalàna mikasika ny fitantanana ankapobeny ny fifidianana sy ny fitsapan-kevi-bahoaka, and.52.

[6] . *Idem,* and. 51 : « mba tsy hifanitsaka ny fampielezan-kevitra sy ny fifidianana mifandraika aminy, ny fifidianana ny filohan'ny Repoblika, ny an'ny solombavambahoaka ary ny an'ny loholona dia tsy maintsy atao amin'ny daty samy hafa ».

[7] . Fitsarana Avo momba ny Lalàmpanorenana, fanapahan-kevitra tamin'ny 18 febroary 2018.

[8] . *Lalàmpanorenana*, and. 54.

[9] . Tolo-dalàna mikasika ny fitantanana ankapobeny ny fifidianana sy ny fitsapan-kevi-bahoaka, and. 50.

[10] . *Idem,* and. 181

[11] . *Idem*, and. 110.